

16 JUIL. 2012

2012 - 862

La Présidente de la Région Poitou-Charentes

Ségolène Royal

Ancienne Ministre, Députée honoraire
Présidente de l'Association Internationale
des Régions Francophones

Monsieur Pierre CARDO
Président de l'ARAF
57 Boulevard Demorieux
CS 81915
72019 LE MANS CEDEX

Poitiers, le 13 JUIL. 2012

Monsieur le Président,

Par courrier du 7 juin 2012, vous me transmettez la consultation publique relative au taux de rémunération des capitaux engagés pour les gares de voyageurs.

Je me réjouis que le décret relatif aux gares de voyageurs et aux autres infrastructures de services du réseau ferroviaire, sur lequel la Région Poitou-Charentes avait émis un avis dans sa délibération 11CR042 du 3 octobre 2011, permette que l'ARAF soit saisie par la branche « Gares & Connexions » de la SNCF et par RFF sur les projets de décisions relatives à la fixation du coût d'immobilisation du capital préalablement à la publication du texte réglementaire et du document de référence du réseau pour l'horaire de service 2014.

Tout d'abord, je tiens à vous informer que je suis fermement opposée au principe même de rémunération des capitaux des gestionnaires d'infrastructure ferroviaire dans la mesure où la Région Poitou-Charentes paye les redevances liées à l'activité régulée de « Gares & Connexions » et investit dans les gares régionales de voyageurs. S'il doit y avoir rémunération des capitaux, il apparaît normal que les fonds investis par la Région sur les infrastructures soient également rémunérés au même niveau.

Par ailleurs, je conteste les options retenues par les gestionnaires d'infrastructure pour le calcul de leur taux de rémunération des capitaux. Je propose que ceux-ci se basent sur la réalité du coût de leur dette et de leurs taux d'imposition sur les sociétés. De plus, le risque à prendre en compte est quasi nul du fait, d'une part, du système tarifaire instauré par le décret permettant une couverture de leurs coûts complets, et, d'autre part, du fait qu'ils ne sont pas confrontés à un risque de perte de trafic ferroviaire de transport de voyageurs important et non prévisible. L'essentiel du trafic ferroviaire de voyageurs est sous conventionnement pluri-annuel.

Enfin, je ne peux que contester la méthode de calcul utilisée pour la fixation du taux de rémunération des capitaux identique aux entreprises privées cotées alors que les deux gestionnaires de l'infrastructure sont des Etablissements Publics Industriels et Commerciaux et qu'aucun projet de privatisation de ceux-ci n'est d'actualité.

Je vous de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Ségolène ROYAL